



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



25 octobre 2012

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la dernière sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veilleagri.hautetfort.com/>).

NB : La veille prospective du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus non figé d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle du ministère.

Céline Laisney

Chargée de mission Veille, Centre d'études et de prospective

POLITIQUE AGRICOLE

Verdissement du premier pilier : la question du double financement

Dans le cadre des négociations en cours sur le verdissement du premier pilier, l'Institut pour les politiques européennes environnementales (IEEP) a rédigé une note de synthèse sur une des notions clés de ces négociations, à l'interface entre premier et second pilier : la question du double financement.

Le principe de refus du double financement (payer deux fois, par deux contributions européennes distinctes, les mêmes coûts pour la même activité et dans le même but) est un principe de base des politiques communautaires. En s'appuyant notamment sur ce principe, la proposition initiale de la commission considérait les mesures de verdissement du premier pilier comme le socle de base pour les paiements agro-environnementaux : ceux-ci ne pouvaient financer que les coûts engendrés au-delà de ceux déjà consentis pour respecter les mesures du verdissement. Toutefois, cette proposition a soulevé de nombreuses critiques et certaines parties prenantes ont ainsi demandé un assouplissement de cette règle du double financement.

C'est dans ce contexte que l'IEEP a rédigé cette synthèse qui précise ce qu'est (et ce que n'est pas) ce principe, les enjeux qu'il pose dans le futur cadre communautaire, notamment pour les mesures de soutien à l'agriculture biologique (considérée comme « verte en soi » dans la proposition de la commission, l'agriculture biologique serait dans ce cas déjà financée au titre du verdissement) ou encore les mesures Natura 2000. Dans les deux cas, le document conclut que des mesures du second pilier dédiées à ces enjeux sont toujours possibles si leur logique d'action n'est pas directement environnementale (car c'est déjà la logique de justification du paiement

« vert » correspondant au verdissement), mais sont plutôt justifiées par des considérations de différentiel de revenu. Selon l'IEEP, le problème est en revanche plus aigu pour les mesures agro-environnementales où, cette fois, la similarité des logiques d'intervention pose ouvertement le problème du double financement.

En conclusion, l'IEEP appelle à ne pas renoncer à ce principe de refus du double financement mais souligne la nécessité de clarifier davantage la logique d'action du verdissement qui est encore floue, selon eux (pointant notamment la faible justification donnée au forfait de 30%, part des paiements directs correspondant à ces mesures de verdissement) et appelle à préciser la liste des dispositifs du second pilier. Il préconise également des aménagements transitoires à ce principe pour les mesures déjà contractualisées.

Pierre Claquin, Centre d'études et de prospective

Source : IEEP

http://www.cap2020.ieep.eu/assets/2012/10/15/IEEP_paper_on_double_funding_greening_-_revised_Oct_2012.pdf

Avis du service de recherche du Congrès américain sur le volet « lait » du prochain *Farm Bill*

Le service de recherche du congrès des États-Unis (CRS) vient de publier un rapport sur les propositions « lait » du futur *Farm Bill* (2013-2018). Ce rapport souligne la convergence des propositions du Sénat et de la Chambre des représentants autour d'aides anticycliques (couplées au prix) associées à un programme de gestion dynamique des volumes. Il détaille les modalités de fonctionnement de ces outils avec des exemples chiffrés, et souligne certains points d'incertitude quant à leurs effets.

Retour du rapport sur les atouts et limites des dispositions actuelles :

- Trois programmes seraient supprimés : l'intervention, dont le niveau est relativement bas aujourd'hui et qui ne prend pas en compte la hausse des coûts de production ; le soutien aux exportations, de moins en moins utilisé ; et le programme d'aides anticycliques actuel (MILC), certes indexé sur l'évolution des prix de l'alimentation animale, mais plafonné (à l'équivalent de 150 vaches).
- Deux programmes seraient conservés : les tarifs douaniers, protégeant le marché intérieur ; et, au sein des grands bassins laitiers, le « pricing » (prix du lait à la production calculé par l'administration selon les valorisations effectives du lait) et « pooling » (même prix du lait pour tout producteur même si les entreprises ont des valorisations différentes).

Détail des nouveaux outils proposés tant par la Chambre que par le Sénat :

- Des aides anticycliques renouvelées de sécurisation des marges, facultatives, déclenchées selon une formule calculée au niveau fédéral (fonction du prix du lait et du coût de l'alimentation animale). L'intérêt est qu'elles ne seraient pas plafonnées et les producteurs pourraient choisir un niveau de couverture de « base » ou « supplémentaire ». Le rapport détaille les modalités de fonctionnement de ces aides. Les exemples quantifiés montrent un coût d'adhésion non négligeable pour les producteurs (fonction de la marge et du volume sécurisés), nécessitant un arbitrage avec les bénéfices attendus du programme.
- Ces aides seraient conditionnées à un programme de gestion flexible de l'offre, déclenché en cas de déséquilibres conjoncturels afin d'inciter à diminuer ponctuellement la production et résorber les surplus. Le rapport explicite les modalités de calcul des « volumes de références » des producteurs, évolutifs dans le temps. Le dispositif revient à des pénalités en cas de dépassement d'une certaine part de ces références (3 niveaux prévus selon l'état des marges) égales au prix du lait. Le rapport précise que la prise en compte du prix des produits laitiers aux États-Unis, par rapport aux prix mondiaux, permettrait d'éviter de pénaliser la compétitivité et les exports de produits laitiers.

Ce rapport souligne la proximité des propositions de la Chambre et du Sénat qui ne diffèrent que sur des points mineurs. En revanche, le CRS souligne les divergences d'appréciation au sein de la filière : soutien des producteurs, opposition des industriels. Les auteurs reprennent par ailleurs les résultats d'analyses quantifiées de certains chercheurs qui montrent notamment que les aides proposées seraient moins fréquentes, mais couvriraient mieux les fortes baisses de marges par rapport aux aides actuelles. Le rapport pointe également des incertitudes, en particulier sur le nombre de producteurs susceptibles d'adhérer au programme et quant à l'effet des incitations prévues sur leur volume de production. Enfin, le CRS ouvre sur des questions de cohérence des politiques publiques, notamment sur le lien entre hausse du prix de l'alimentation animale et politique des biocarburants.

Marie-Sophie Dedieu, Centre d'études et de prospective

Source : Avis du CRS <http://nationalaglawcenter.org/assets/crs/R42736.pdf>

INTERNATIONAL

Vers une politique agricole commune pour les pays de la Méditerranée ?

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) vient de publier un rapport présentant un bilan des échanges agricoles et agroalimentaires méditerranéens et des investissements directs étrangers dans ces pays. Le diagnostic de la situation actuelle et les tendances prévisibles à l'horizon d'une génération pour les secteurs agricole, agroalimentaire et les zones rurales des onze PSEM (pays du sud et de l'est de la Méditerranée) font ressortir les facteurs clé suivants :

- dynamisme démographique des PSEM ;
- bonnes perspectives micro-économiques dans un scénario de pays émergents, avec croissance des marchés ;
- incertitude sur les agrégats macro-économiques, en particulier risque d'aggravation des déficits publics et d'aggravation du chômage ;
- insécurité alimentaire, avec des déficits croissants : la facture des importations agricoles et alimentaires des PSEM a atteint plus de 57 milliards de dollars en 2008, soit trois fois plus qu'en 2000 ;
- dégradation de la santé publique par une alimentation déséquilibrée (obésité et maladies d'origine alimentaire) ;
- raréfaction des ressources naturelles (terre et eau) ;
- changement climatique, qui risque d'amputer les rendements agricoles de 10 à 30 % ;
- nombreuses barrières tarifaires et techniques aux échanges agricoles et alimentaires euro-méditerranéens ;
- gouvernance et climat des affaires encore peu favorables à l'investissement direct à l'étranger dans les PSEM ;
- lourds obstacles à une intégration économique régionale inter-PSEM.

Par ailleurs, le contexte politique a profondément changé depuis les révolutions arabes (début 2011). Ceci a conduit à remettre l'accent sur les zones rurales, marginalisées par la priorité donnée par les anciens dirigeants à l'industrie urbaine, au tourisme côtier et aux mégapoles.

Une politique alimentaire et agricole commune pour les PSEM (PACEM), construite dans le cadre d'un partenariat euro-méditerranéen refondé et renforcé constituerait, selon les auteurs de ce rapport, une réponse à ces défis.

Source : IPEMED,

http://www.ipemed.coop/adminipemed/media/fich_article/1349689370_IPEMED_Ninagrimed.pdf

Forts investissements dans le secteur brésilien des engrais

Le Brésil est très dépendant des importations en engrais puisque le ratio consommation sur production nationale est de 35% à 38% entre 2009 et 2012, selon l'Association nationale des distributeurs d'engrais (ANDA). Cette situation pourrait changer puisque, selon les chiffres divulgués lors du II^e Congrès brésilien des engrais, la production nationale de nutriments nécessaires à la fabrication d'engrais – N (azote), P (phosphore), K (potassium) – actuellement de 3,43 Mt (millions de tonnes), pourrait passer à 9,35 Mt entre 2012 et 2017, ce qui permettrait la fabrication de près de 18 Mt d'engrais formulés.

Plusieurs grandes entreprises prévoient en effet d'investir au total près de 19 milliards de dollars en cinq ans, principalement dans les États du centre, centre-ouest et sud du Brésil, mais également en Argentine (K). Les investissements prévus pourraient permettre de couvrir environ 63% de la demande nationale en nutriments en 2017 contre 28% en 2012, avec une amélioration spectaculaire pour le potassium, dont le degré de couverture des besoins par la production nationale passerait de 7,6% à 63,2% (24,8% à 46,8% pour l'azote ; et 50,8% à 77,4% pour le phosphore). Les principales entreprises ayant présenté leurs projets sont Vale Fertilizante, Copebras, Petrobras, AngloAmerica, MBAC Fertilizer et Galvani Fertilizantes.

Source : Mylène Testut-Neves, *B de BRICS*, Service économique régional de l'ambassade de France au Brésil.

Le Bhoutan se donne 10 ans pour transformer son agriculture en agriculture 100% biologique

Le Premier ministre du Bhoutan, Jigmi Thinley, a annoncé lors du congrès de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (International Federation of Organic Agriculture Movements – IFOAM) l'objectif de passer à une agriculture 100% biologique dans les dix prochaines années.

Ce pays, dans lequel l'agriculture fait vivre 80% de la population, souhaite offrir de meilleurs débouchés à ses agriculteurs et promouvoir les techniques de culture traditionnelles : l'agriculture biologique leur semble adaptée aux petites exploitations et aux exploitations enclavées dans les montagnes et qui n'ont pas accès aux intrants chimiques.

Il espère également se démarquer de son puissant voisin et concurrent, l'Inde, en occupant ce créneau. Cette transition nécessitera toutefois d'accompagner les agriculteurs dans cette voie et d'accroître fortement les formations aux agriculteurs.

Source : IFOAM

http://www.ifoam.org/advocacy/rio20/Statement_RIO20_Prime_Minister_of_Bhutan_June_19_2012.pdf

Inauguration du premier *Mega Food Park* en Inde

Le premier *Mega Food Park* (MFP) a été inauguré par le ministre de l'Agriculture indien dans l'Andhra Pradesh. Il s'agit de la concrétisation d'un programme ambitieux lancé en 2008 par le ministère des industries agroalimentaires pour favoriser les investissements dans la transformation agroalimentaire. Les MFP sont des zones industrielles spécifiques dédiées aux IAA. Le présent MFP, d'une taille de 60 ha, dispose de toutes les installations pour accueillir des industriels (zones de stockage, laboratoires, chaîne du froid, chambres de mûrissement, lignes d'embouteillage, lignes pour fabrication de pulpes de fruits, etc). L'utilisation est prévue sur la base de location des installations ou de terrains. Une dizaine de projets de MFP ont été validés par le ministère des IAA.

La mise en place de ces MFP bénéficie de subventions importantes (50 à 75 % du montant total des investissements hors terre).

Philippe Beyries, conseiller agricole à New Delhi

ALIMENTATION / AGROALIMENTAIRE

La gestion des grandes marques particulièrement complexe dans l'agroalimentaire

Le classement des 100 plus grandes marques mondiales en 2012 a été publié par Interbrand. On y retrouve 15 marques du secteur agroalimentaire, parmi lesquelles le n°1, Coca-Cola, ainsi que 2 marques françaises : Danone (52) et Moët&Chandon (98).

D'après Interbrand, c'est dans le secteur agroalimentaire que la gestion des marques est la plus complexe de nos jours. En raison d'une part de la pression croissante sur les enjeux éthiques et de santé, qui n'existe pas dans d'autres secteurs, et d'autre part des marges étroites dans la vente de produits alimentaires, les leaders mondiaux doivent ajuster au plus près leur image aux préférences des consommateurs.

Or, malgré ces difficultés, et malgré la crise, les grandes marques de l'agroalimentaire se portent bien cette année, avec une croissance de leur valeur de plus de 10% pour Pepsi et Mc Donalds, et entre 5% et 10% pour Coca-Cola, Danone, Kellogg's ou Nestlé.

Le modèle de croissance de ces marques d'aliments et boissons repose sur trois domaines d'investissement :

- le développement de nouveaux marchés dans les pays où les marques ne sont pas encore présentes ;
- l'innovation sur de nouveaux produits ciblant les préférences spécifiques de certains consommateurs ;
- l'innovation sur les emballages et les circuits de distribution dans les marchés matures.

Pour établir son classement annuel, Interbrand évalue les marques à l'aune de trois critères : performance financière des produits sous la marque, influence qu'exerce la marque dans le choix du client et capacité de la marque à garantir les revenus de l'entreprise.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : Interbrand <http://www.interbrand.com/en/best-global-brands/2012/Best-Global-Brands-2012.aspx>

Le temps consacré à l'alimentation en France

Selon l'*INSEE Première* d'octobre 2012, qui présente les résultats de l'enquête Emploi du temps, entre 1986 et 2010, le temps quotidien moyen consacré à faire la cuisine s'est réduit de 18 minutes en métropole, passant de 1h11 à 53 minutes. En revanche, le temps consacré à s'alimenter s'est plutôt légèrement accru : 2h22 par jour en moyenne en 2010, soit 13 minutes de plus qu'en 1986. Il augmente avec l'âge : jusqu'à 2 h 34 par jour en moyenne pour les 60 ans et plus, contre 2h13 pour les moins de 40 ans.

Malgré les facilités croissantes pour s'alimenter à toute heure, le quotidien des Français reste rythmé par les trois repas traditionnels, pris massivement aux mêmes plages horaires. Ainsi, à 13 heures, la moitié des Français est en train de déjeuner, à la différence des Américains et même de la plupart des Européens.

Si l'habitude des trois repas domine, elle est malgré tout moins respectée par les jeunes, qui sont les moins nombreux à prendre un petit déjeuner. De même, sauter un repas pour gagner du temps est de plus en plus fréquent : plus de 60 % des cadres, des indépendants et des professions intermédiaires déclarent sacrifier ainsi de temps en temps la pause déjeuner. Le grignotage gagne également du terrain : 30 % des personnes interrogées déclarent grignoter à d'autres moments (hors goûter et apéritif), une proportion plus forte chez les jeunes (41% pour les moins de 25 ans).

Un cinquième du temps passé à manger l'est devant la télévision, en très légère augmentation sur 24 ans. En moyenne, les repas sont considérés comme des moments aussi agréables que lire ou écouter de la musique. Les personnes les plus âgées les apprécient le plus et y consacrent le plus de temps. Les plus jeunes les apprécient moins, et mangent beaucoup plus fréquemment à l'extérieur de chez eux.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : INSEE http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1417

Comportements alimentaires des jeunes

En partant des recherches qui ont mis en évidence des facteurs d'obésité dans les habitudes de vie, Doing Good Doing Well a réalisé avec Ipsos et Logica Business Consulting une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 jeunes âgés de 15 à 25 ans.

Il ressort de cette enquête que 32% des jeunes ont un problème de poids : 19% sont en état de surpoids ou d'obésité et 13% sont en état de maigreur. Les intéressés n'ont pas forcément conscience du problème : 3 jeunes sur 10 obèses ou en surpoids n'ont pas vraiment conscience de l'être, et estiment être mince ou de corpulence normale.

Certaines habitudes alimentaires, correspondant à des facteurs d'obésité connus, semblent massivement diffusées chez les jeunes : plus de la moitié déclarent fréquemment manger leurs repas devant un écran, ne pas prendre leurs repas à heure fixe, ne pas prendre de petit-déjeuner ou prendre seuls leurs repas.

Plus d'un jeune sur trois avouent que lorsqu'ils sont stressés, il leur arrive de grignoter toute la journée pour se remonter le moral. Près d'un sur quatre boit « souvent » des sodas au cours de ses repas, et plus d'un sur trois déclare ne pas pratiquer de sport.

Loin des recommandations nutritionnelles, seuls 38% des jeunes consomment des fruits et des légumes quotidiennement.

Enfin, l'alimentation n'est pas une priorité pour plus d'un jeune sur quatre qui se déclare prêt à limiter la qualité, la quantité ou la variété de celle-ci au profit de vêtements, de chaussures de marque ou d'un téléphone portable.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : IPSOS

<http://www.ipsos.fr/sites/default/files/attachments/habitudes-alimentaires.pdf>

Mutations de la restauration hors foyer

Une enquête réalisée auprès d'un échantillon de près de 300 experts dans 5 pays (France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne et Italie), par la société d'étude Krealinks, sur les mutations de la restauration hors foyer, doit être dévoilée à l'occasion du *Sirha World Cuisine Summit* (salon mondial de la restauration et de l'hôtellerie).

Six grandes dynamiques se dégagent, qui influent et interagissent, à des niveaux variables, sur le monde de la restauration, son offre et sa demande :

- Une prise de conscience de la finitude des ressources ;
- Une Europe bipolaire : une santé revendiquée au Nord, une santé « douce » au Sud ;
- Une Europe gourmande, ouverte malgré elle au monde mais qui réagit diversement face au risque d'uniformisation des goûts ;
- Le vieillissement de la population et les « jeunes » seniors, au pouvoir d'achat plus élevé et plus concernés par les problématiques de santé et d'équilibre nutritionnel ;
- Une recherche de théâtralisation, la sophistication des présentations et des arts de la table, la création d'évènements et de divertissement dans le restaurant pour surprendre le client ;
- Une segmentation croissante entre restauration de jour et restauration du soir et du week-end.

Des concepts de restaurants imaginés par les étudiants de l'Institut Paul Bocuse illustrent ces tendances, comme le B Pho, un restaurant de rue en conteneur mobile proposant des pho, nouilles de riz servies dans un bouillon

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : Dossier de presse SIRHA

<http://www.sirha.com/uploads/sfSympalBossMediaPlugin/document/a02ba67f2ce307eda20c4d3d3c5b2cec0d133116.pdf>

Les Français et la cuisine

La cuisine semble avoir le vent en poupe depuis quelques années, si l'on en croit le nombre d'émissions télévisées, de blogs ou d'ateliers. Mais au quotidien, la pratique des Français a-t-elle réellement changé ?

D'après une étude sur les habitudes culinaires des Français, réalisée par le cabinet Gira Conseil pour le Salon Cuisinez by M6, si 82% des Français affirment faire fréquemment la cuisine, ils estiment cependant qu'ils cuisinent moins, et moins bien que leurs parents.

Parmi les raisons évoquées : le manque de temps (près de 2 sur 3) et la transmission de savoir-faire (1 sondé sur 2). On cuisine également plus en régions qu'en Ile-de-France par manque de temps et d'accès aux produits. De plus, la notion de « Cuisiner maison » n'est pas la même pour tous : pour une personne sur deux, cela signifie mélanger des produits bruts et des produits semi-finis ou semi-élaborés (surgelés, etc).

La principale source d'inspiration pour cuisiner reste, pour près de 65% des Français, le livre de recettes, suivi de près par les recettes familiales (55%) et les sites web de cuisine (53%), qui enregistrent une très forte progression depuis cinq ans.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : dossier de presse du salon Cuisinez by M6

http://poolo.kermeet.com/Data/kmreed_cuisinez/block/F_c4f00b8fa49920a6646211c4f84f8c3250801a0974d71.pdf

RECHERCHE

Vers une meilleure adaptation à la sécheresse du sorgho fourrager ?

Des chercheurs danois et australiens ont découvert une variété de sorgho incapable de produire de la dhurrine (à la base de composés cyanurés toxiques), même en période de sécheresse prolongée. L'étude, publiée dans la revue *Plant Biotechnology Journal*, a en effet permis de détecter des plants de sorgho portant une mutation inactivant l'enzyme permettant à la plante de synthétiser la dhurrine et donc de produire des composés à base de cyanure.

Les chercheurs expliquent que cette découverte pourrait être très importante pour les éleveurs des régions arides et semi-arides, dans lesquelles les périodes de sécheresse prolongées accroissent le risque de production de dhurrine et empêchent les éleveurs de nourrir leurs troupeaux avec ce sorgho potentiellement toxique. Cette nouvelle variété de sorgho permettrait d'éviter des pertes de fourrages dans des régions où les éleveurs n'ont souvent pas les moyens d'en acheter à l'extérieur.

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : Université de Copenhague http://news.ku.dk/all_news/2012/2012.4/sorghum

SÉCURITÉ SANITAIRE

La complexité du réseau commercial alimentaire mondial et son impact sur la sécurité sanitaire alimentaire

Le transport mondial de denrées alimentaires a beaucoup augmenté ces dernières années, plus vite que la production alimentaire elle-même. Il s'agit de plus en plus souvent de produits transformés. Quelles conséquences cela a-t-il en termes de risques sanitaires ?

Une équipe internationale, rassemblant des chercheurs des États-Unis, de Hongrie, du Royaume-Uni et de Roumanie, a publié dans la revue scientifique en ligne *PlosOne* une étude sur le sujet. L'équipe a réalisé un modèle informatique du réseau agro-alimentaire mondial, à partir des indications de la base de données de l'ONU. Le noyau central de ce réseau correspond à sept pays : États-Unis, Allemagne, Pays Bas, France, Royaume-Uni, Italie et Chine, responsables de 30% du flux total.

Il a été constaté que les denrées alimentaires contaminées avaient plus souvent transité par trois de ces pays : États-Unis, Pays-Bas et Allemagne. Les conclusions de cette étude ont établi qu'en cas d'intoxication alimentaire liée à un produit importé, la traçabilité du produit serait très difficile à assurer, au vu de la complexité des circuits. L'étude conclut à l'intérêt de recourir, pour estimer les probabilités de présence d'un aliment contaminé, à une approche de calcul des probabilités de type bayésien. Par ailleurs, le partage de données entre les secteurs public et privé devrait être renforcé.

Une meilleure gestion des flux pourrait avoir deux autres effets positifs, en contribuant à éviter le gaspillage alimentaire et à réduire les impacts environnementaux négatifs liés aux transports. Cette étude est particulièrement opportune compte tenu de la croissance attendue de la demande alimentaire d'ici 2030, qui entrainera inmanquablement une augmentation des flux commerciaux.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *PlosOne*, <http://www.plosone.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0037810>

Recrudescence de la maladie de West Nile chez les chevaux aux États-Unis

Un article paru le 10 octobre 2012 dans la revue américaine *Horse Com* révèle que le service de l'inspection de santé animale et végétale (APHIS) de l'USDA (United States Department Agriculture) a recensé en 2012 plus de 400 cas de maladie de West Nile chez les chevaux sur le territoire des États-Unis. À titre indicatif, le nombre de cas en 2011 était de 87, ce qui représente une augmentation de 372 %.

De plus, selon la vétérinaire d'État du Nord Dakota, ce chiffre est probablement sous-estimé car de nombreux chevaux sont soignés de manière symptomatique, sans faire l'objet d'un test. Il y a également de nombreux chevaux porteurs de la maladie et dont les symptômes sont inexistantes et passent inaperçus.

La maladie de West Nile est une maladie vectorielle transmise par piqûre de moustique et qui peut atteindre en bout de chaîne l'homme ou le cheval, les oiseaux jouant le rôle de réservoir. En Floride, selon une professeure du collège de médecine vétérinaire, le nombre de cas humains semble avoir été supérieur au nombre de cas équin.

Cette augmentation du nombre de cas aux États-Unis peut s'expliquer, d'une part, par une résistance accrue de la population aviaire qui peut provoquer une mutation virale, et d'autre part par les conditions météorologiques. On peut s'attendre à ce que la maladie de West Nile se manifeste par des épidémies cycliques, liées au réchauffement climatique.

La maladie de West Nile, auparavant localisée en Afrique et dans certains pays du pourtour méditerranéen, gagne ainsi de plus en plus les pays tempérés. La première apparition sur le continent américain date de 1999, dans l'État de New York. En France, le virus est signalé au cours des années 1990 après une apparition unique en Camargue au début des années 1960. La maladie fait l'objet d'un suivi chez les populations équine, aviaire et humaine, suivi renforcé pendant la saison chaude et dans les départements méditerranéens.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *The Horse.com* <http://www.thehorse.com/ViewArticle.aspx?ID=20757>

FAITS PORTEURS D'AVENIR

Ouverture d'un « Drive fermier »

À l'initiative de la chambre d'agriculture, avec une vingtaine de producteurs, le premier « drive fermier » a ouvert Gironde sur la rocade bordelaise. Les consommateurs peuvent commander sur Internet (depuis le site www.drive-fermier.fr/33) des produits 100 % girondins, dont certains labellisés agriculture biologique, et venir les chercher directement dans des hangars dédiés à cet effet. Au total, 200 produits sont proposés (300 références à terme). L'objectif est d'ouvrir une dizaine de drive fermiers d'ici la fin 2013, mais l'opération pourrait également s'étendre à d'autres régions de France.

Source : Chambre d'agriculture de Gironde

<http://www.gironde.chambagri.fr/actualites/detail-dune-actualite/actualite//drive-fermier-premieres-livraisons-a-eyssines-1.html>

Union Bio Semences, la première coopérative de grandes cultures bio en Ile-de-France

Union Bio Semences a été inaugurée début octobre en région parisienne : il s'agit de la première coopérative dédiée aux grandes cultures bio pouvant fonctionner à grande échelle et stocker d'importantes quantités de grain. Cette usine collecte, trie et emballe diverses cultures (blé, maïs, lin, soja, etc.) cultivées en Ile-de-France, Bourgogne, Picardie et Normandie : de 2 800 tonnes en 2011, la production devrait à terme passer à 26 000 tonnes.

Il s'agit d'une avancée importante pour la filière grandes cultures bio car cette usine améliorera les débouchés des agriculteurs. Sa construction a été soutenue par les régions Ile-de-France et Bourgogne, la régie municipale de l'eau de Paris et l'agence de l'eau Seine-Normandie, qui souhaitent en particulier promouvoir l'agriculture biologique dans les zones de captage d'eau potable.

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : Eau de Paris

http://www.eaudeparis.fr/jsp/site/Portal.jsp?document_id=1916&portlet_id=211

McDonald's va ouvrir son premier restaurant 100% végétarien en Inde

Le numéro un mondial du secteur prévoit d'ouvrir des *fast food* végétariens dans deux villes saintes d'Inde en 2013, afin de s'adapter aux traditions culinaires et religieuses. Ses premiers restaurants ouverts en 1996 ne proposaient déjà pas de viande de boeuf, animal sacré pour les hindouistes. La chaîne de sandwiches Subway ainsi que Domino's Pizza comptent déjà des points de vente uniquement végétariens dans le pays. Avec 271 restaurants seulement, sur 33 000 dans le monde, le marché indien est encore marginal pour Mc Donald's, mais la firme, qui envisage un potentiel important de développement du pays, le considère comme une priorité.

Source : AFP <http://www.afp.com/en/news/topstories/mcdonalds-open-first-vegetarian-outlet>